

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rouyn-Noranda

Code géographique : 86042

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Piuze, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Rouyn-Noranda pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-04-20 Signature _____

Dernière modification : 2011-08-16 10:58:33

Réservé au ministère

154 464 485	3 182 402	34 581 916	1,434
-------------	-----------	------------	-------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rouyn-Noranda et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rouyn-Noranda et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rouyn-Noranda inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(1) Comptable agréé auditeur permis no 19441

Rouyn-Noranda (Québec)

DATE 2011-04-20

Dernière modification : 2011-08-16 10:58:33

Réservé au ministère

154 464 485	3 182 402	34 581 916	1,434
-------------	-----------	------------	-------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-08-16 10:58:33

Réservé au ministère

154 464 485	3 182 402	34 581 916	1,434
-------------	-----------	------------	-------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	39 358 894	39 466 598	39 344 800			39 344 800
Paiements tenant lieu de taxes	2	4 788 755	4 316 562	3 883 055			3 883 055
Quotes-parts	3						
Transferts	4	4 849 889	5 143 779	5 956 058		52 080	6 008 138
Services rendus	5	5 514 850	5 770 519	5 722 528		607 567	6 330 095
Imposition de droits	6	1 409 789	1 264 201	1 988 384			1 988 384
Amendes et pénalités	7	743 894	751 600	756 036			756 036
Intérêts	8	416 648	539 200	454 394		179 439	633 833
Autres revenus	9	(108 234)	123 545	2 415 179		308 812	2 723 991
	10	56 974 485	57 376 004	60 520 434		1 147 898	61 668 332
Investissement							
Taxes	11	60 320		4 640			4 640
Quotes-parts	12						
Transferts	13	3 180 818	12 119 919	2 706 392			2 706 392
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14		1 157 500				
Autres	15	629 018		742 962			742 962
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	3 870 156	13 277 419	3 453 994			3 453 994
	18	60 844 641	70 653 423	63 974 428		1 147 898	65 122 326
Charges							
Administration générale	19	7 566 792	7 193 915	6 896 255	396 365		7 292 620
Sécurité publique	20	6 986 756	7 108 718	7 223 375	365 335		7 588 710
Transport	21	11 680 490	11 526 142	11 598 371	2 839 703		14 438 074
Hygiène du milieu	22	10 193 321	9 986 507	9 921 689	2 997 947		12 919 636
Santé et bien-être	23	507 938	677 949	512 155	10 167		522 322
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 850 479	4 459 281	6 202 091	181 309	883 570	7 266 970
Loisirs et culture	25	7 831 162	8 342 673	8 273 211	956 546		9 229 757
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 607 669	2 654 228	2 609 686		72 149	2 681 835
Amortissement des immobilisations	28	7 497 567	7 906 217	7 747 372	(7 747 372)		
	29	58 722 174	59 855 630	60 984 205		955 719	61 939 924
Excédent (déficit) de l'exercice	30	2 122 467	10 797 793	2 990 223		192 179	3 182 402

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 122 467		10 797 793		2 990 223	192 179	3 182 402
Moins: revenus d'investissement	2	(3 870 156 )	(	13 277 419 )	(	3 453 994 )	(	3 453 994)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 747 689)		(2 479 626)		(463 771)	192 179	(271 592)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	7 497 567		7 906 217		7 747 372	99 533	7 846 905
Produit de cession	5	257 758		268 000		217 758		217 758
(Gain) perte sur cession	6	372 228				182 006		182 006
Réduction de valeur	7							
	8	8 127 553		8 174 217		8 147 136	99 533	8 246 669
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	189 168				2 215 667		2 215 667
Réduction de valeur	10							
	11	189 168				2 215 667		2 215 667
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12					97 192		97 192
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					90 744		90 744
	15					187 936		187 936
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	46 538				382		382
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 007 223 )	(	5 601 739 )	(	5 703 890)	(86 798)	(5 790 688)
	18	(5 960 685)	(	(5 601 739)	(	(5 703 508)	(86 798)	(5 790 306)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(597 570 )	(	248 251 )	(	2 437 615 )	(	2 437 615)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	687 637		526 347		84 735		84 735
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(28 906)		(648 774)		(297 327)	(200 174)	(497 501)
Montant à pourvoir dans le futur	22	123 129		277 826		206 441		206 441
Financement des investissements en cours	23							
	24	184 290		(92 852)		(2 443 766)	(200 174)	(2 643 940)
	25	2 540 326		2 479 626		2 403 465	(187 439)	2 216 026
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	792 637				1 939 694	4 740	1 944 434

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	3 870 156	13 277 419		3 453 994		3 453 994
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(540 996)	(658 100)		(386 603)		(386 603)
Sécurité publique	3	(328 452)	(336 400)		(366 761)		(366 761)
Transport	4	(5 498 081)	(7 892 400)		(3 705 603)		(3 705 603)
Hygiène du milieu	5	(4 631 284)	(13 906 800)		(3 552 259)		(3 552 259)
Santé et bien-être	6	()	(28 200)		(17 646)		(17 646)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(320 148)	(4 376 600)		(146 418)	(4 523)	(150 941)
Loisirs et culture	8	(1 278 840)	(3 286 000)		(5 284 608)		(5 284 608)
Réseau d'électricité	9	()	()		()		()
	10	(12 597 801)	(30 484 500)		(13 459 898)	(4 523)	(13 464 421)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(25 564)	()		(46 593)	()	(46 593)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(153 617)	(152 249)		(162 534)	(161 467)	(1 067)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 312 791	15 671 824		7 809 548		7 809 548
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	597 570	248 251		2 437 615		2 437 615
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	449 625	314 550		(4 977)	4 523	(454)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	876 303	1 124 705		2 129 919	(161 467)	1 968 452
	17	1 923 498	1 687 506		4 562 557	(156 944)	4 405 613
	18	(5 540 693)	(13 277 419)		(1 296 920)		(1 296 920)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(1 670 537)			2 157 074		2 157 074

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 122 467	10 797 793	2 990 223	192 179			3 182 402
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(12 597 801)	(30 484 500)	(13 459 898)	(4 523)			(13 464 421)
Produit de cession	3	257 758	268 000	217 758				217 758
Amortissement	4	7 497 567	7 906 217	7 747 372	99 533			7 846 905
(Gain) perte sur cession	5	372 228		182 006				182 006
Réduction de valeur	6							
	7	(4 470 248)	(22 310 283)	(5 312 762)	95 010			(5 217 752)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	163 602		2 169 074				2 169 074
Variation des stocks de fournitures	9	(156 736)		(22 092)				(22 092)
Variation des autres actifs non financiers	10	(416 335)		(110 851)				(110 851)
	11	(409 469)		2 036 131				2 036 131
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(2 757 250)	(11 512 490)	(286 408)	287 189			781
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(45 832 983)		(48 544 389)	(224 751)			(48 769 140)
Redressement aux exercices antérieurs	14	45 844		382				382
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(45 787 139)		(48 544 007)	(224 751)			(48 768 758)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(48 544 389)		(48 830 415)	62 438			(48 767 977)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	3 472 212	3 915 856	1 286 466	5 202 322	4 394 635
Placements temporaires	2		719 174		719 174	
Débiteurs (note 5)	3	20 275 371	21 916 314	628 351	22 544 665	20 959 291
Prêts (note 6)	4			1 634 294	1 634 294	1 814 910
Placements à long terme (note 7)	5	569 325	543 923	1 535 502	2 079 425	2 084 375
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	24 316 908	27 095 267	5 084 613	32 179 880	29 253 211
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					
Emprunts temporaires	11					
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	9 228 392	11 252 621	41 052	11 293 673	9 304 024
Revenus reportés (note 11)	13	2 754 386	814 013	18 098	832 111	2 789 985
Dette à long terme (note 12)	14	60 249 119	62 944 348	4 963 025	67 907 373	65 298 942
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	629 400	914 700		914 700	629 400
	16	72 861 297	75 925 682	5 022 175	80 947 857	78 022 351
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(48 544 389)	(48 830 415)	62 438	(48 767 977)	(48 769 140)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	192 451 329	197 504 665	2 810 567	200 315 232	195 356 906
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	3 091 508	1 181 860		1 181 860	3 091 508
Stocks de fournitures	20	961 894	983 986		983 986	961 894
Autres actifs non financiers (note 15)	21	640 533	751 384		751 384	640 533
	22	197 145 264	200 421 895	2 810 567	203 232 462	200 050 841
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 647 215	3 039 768	950 372	3 990 140	1 173 186
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	4 999 647	3 634 438	905 295	4 539 733	6 968 788
Montant à pourvoir dans le futur	25	(1 243 007)	(1 449 447)		(1 449 447)	(1 243 007)
Financement des investissements en cours	26	(4 591 171)	(2 434 098)		(2 434 098)	(4 591 171)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	147 788 191	148 800 819	1 017 338	149 818 157	148 973 905
	28	148 600 875	151 591 480	2 873 005	154 464 485	151 281 701

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 122 467	2 990 223	192 179	3 182 402
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	7 497 567	7 747 372	99 533	7 846 905
Autres					
-Perte (gain) cession immos	3	372 228	182 006		182 006
-Créances sur prêts	4		90 744	(1 303)	89 441
	5	9 992 262	11 010 345	290 409	11 300 754
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	1 882 313	(1 640 943)	55 569	(1 585 374)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	408 140	2 024 229	(34 580)	1 989 649
Revenus reportés	11	377 490	(1 940 373)	(17 501)	(1 957 874)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	136 400	285 300		285 300
Propriétés destinées à la revente	13	163 601	2 169 074		2 169 074
Stocks de fournitures	14	(156 736)	(22 092)		(22 092)
Autres actifs non financiers	15	(416 334)	(110 851)		(110 851)
	16	12 387 136	11 774 689	293 897	12 068 586
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	12 597 801 ) (	13 459 898 ) (	4 523 ) (	13 464 421)
Produit de cession	18	257 758	217 758		217 758
	19	(12 340 043)	(13 242 140)	(4 523)	(13 246 663)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 (	153 617 ) (	162 534 ) (	(161 467)) (	1 067)
Remboursement ou cession	21		97 192		97 192
	22	(153 617)	(65 342)	161 467	96 125
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	5 313 746	9 735 424		9 735 424
Remboursement de la dette à long terme	24 (	7 280 766 ) (	7 040 195 ) (	86 798 ) (	7 126 993)
Variation nette des emprunts temporaires	25				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
- Financement en cours	27	45 844	382		382
- Plac. fond franchise/FIER Téma	28	82 637			
	29	(1 838 539)	2 695 611	(86 798)	2 608 813
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 945 063)	1 162 818	364 043	1 526 861
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	5 417 275	3 472 212	922 423	4 394 635
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²	32	3 472 212	4 635 030	1 286 466	5 921 496

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	14 666 985	15 051 577	14 895 511	774 431	15 669 942
Charges sociales	2	3 553 247	3 370 164	3 137 716	155 596	3 293 312
Biens et services	3	26 899 782	27 603 414	29 327 716	619 636	29 947 352
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 877 958	2 435 928	1 806 946	72 149	1 879 095
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	528 658		528 658		528 658
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	201 053	218 300	274 082		274 082
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9					
Autres	10					
Autres organismes	11	2 798 573	2 936 631	2 932 436	(765 626)	2 166 810
Amortissement des immobilisations	12	7 497 567	7 906 217	7 747 372	99 533	7 846 905
Autres						
- Créances douteuses ou irrécouv	13	32 306	36 741	59 047		59 047
- Autres	14	666 045	296 658	274 721		274 721
-	15					
	16	58 722 174	59 855 630	60 984 205	955 719	61 939 924

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalisations	
		2010	2009
Revenus			
Taxes	1	39 349 440	39 419 214
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 883 055	4 788 755
Quotes-parts	3		
Transferts	4	8 714 530	8 095 721
Services rendus	5	6 330 095	6 023 664
Imposition de droits	6	1 988 384	1 409 789
Amendes et pénalités	7	756 036	743 894
Intérêts	8	633 833	625 876
Autres revenus	9	3 466 953	795 925
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	65 122 326	61 902 838
Charges			
Administration générale	12	7 292 620	7 884 856
Sécurité publique	13	7 588 710	7 324 720
Transport	14	14 438 074	14 465 144
Hygiène du milieu	15	12 919 636	13 167 438
Santé et bien-être	16	522 322	518 605
Aménagement, urbanisme et développement	17	7 266 970	4 740 469
Loisirs et culture	18	9 229 757	8 718 721
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 681 835	2 684 694
	21	61 939 924	59 504 647
Excédent (déficit) de l'exercice	22	3 182 402	2 398 191
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	151 281 701	148 768 574
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	382	114 936
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	151 282 083	148 883 510
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	154 464 485	151 281 701

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations	
		2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 182 402	2 398 191
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(13 464 421)	(12 599 882)
Produit de cession	3	217 758	257 758
Amortissement	4	7 846 905	7 600 063
(Gain) perte sur cession	5	182 006	372 228
Réduction de valeur	6		
	7	(5 217 752)	(4 369 833)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	2 169 074	163 602
Variation des stocks de fournitures	9	(22 092)	(156 736)
Variation des autres actifs non financiers	10	(110 851)	(412 870)
	11	2 036 131	(406 004)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	781	(2 377 646)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(48 769 140)	(46 437 338)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	382	45 844
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(48 768 758)	(46 391 494)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(48 767 977)	(48 769 140)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	5 202 322	4 394 635
Placements temporaires	2	719 174	
Débiteurs (note 5)	3	22 544 665	20 959 291
Prêts (note 6)	4	1 634 294	1 814 910
Placements à long terme (note 7)	5	2 079 425	2 084 375
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>32 179 880</u>	<u>29 253 211</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	11 293 673	9 304 024
Revenus reportés (note 11)	13	832 111	2 789 985
Dette à long terme (note 12)	14	67 907 373	65 298 942
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	914 700	629 400
	16	<u>80 947 857</u>	<u>78 022 351</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(48 767 977)</u>	<u>(48 769 140)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	200 315 232	195 356 906
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	1 181 860	3 091 508
Stocks de fournitures	20	983 986	961 894
Autres actifs non financiers (note 15)	21	751 384	640 533
	22	<u>203 232 462</u>	<u>200 050 841</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>154 464 485</u>	<u>151 281 701</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 182 402	2 398 191
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 846 905	7 600 063
Autres			
- Perte (gain) cession immos	3	182 006	372 228
- Mauvaises créances	4	89 441	(84 095)
	5	11 300 754	10 286 387
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(1 585 374)	2 038 336
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	1 989 649	404 648
Revenus reportés	11	(1 957 874)	412 160
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	285 300	136 400
Propriétés destinées à la revente	13	2 169 074	163 601
Stocks de fournitures	14	(22 092)	(156 736)
Autres actifs non financiers	15	(110 851)	(412 869)
	16	12 068 586	12 871 927
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(13 464 421)	(12 599 882)
Produit de cession	18	217 758	257 758
	19	(13 246 663)	(12 342 124)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	(1 067)	(944 703)
Remboursement ou cession	21	97 192	
	22	96 125	(944 703)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	9 735 424	5 313 746
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 126 993)	(7 368 979)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
- financement en cours	27	382	45 844
- plac. fond franchise/FIER Téma	28		82 637
	29	2 608 813	(1 926 752)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 526 861	(2 341 652)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	4 394 635	6 736 287
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	5 921 496	4 394 635

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rouyn-Noranda est une municipalité locale dont la constitution a été décrétée le 12 décembre 2001 par le décret numéro 1478-2001 du gouvernement du Québec, elle est régie par la Loi sur les cités et villes (LRQ.c.C-19) et elle est assimilée à une municipalité régionale de comté aux fins de l'application de certaines lois.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable, soit: Centre local de développement de Rouyn-Noranda (CLD) et Corporation de Gestion du Centre de Congrès de Rouyn-Noranda (CGCC R-N).

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Le Centre local de développement Rouyn-Noranda, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où ces charges sont engagées. Ainsi, la part des revenus de services rendus, qui est constituée des subventions versées par la Ville pour le compte du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, donne lieu à un revenu reporté pour le CLD compte tenu du décalage de l'exercice financier du gouvernement.

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût estimatif et de la valeur de réalisation en utilisant la méthode de l'inventaire au prix de détail.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Catégorie	Période
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	30 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage, et équipements divers	10 à 20 ans
Autres immobilisations	1 an

L'amortissement est enregistré à l'état du coût des services municipaux.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme le programme d'allocation de retraite et le programme de cadeau à la retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants (tant pour les régimes capitalisés que non capitalisés);
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : la municipalité peut se prévaloir de l'allègement permis à l'intérieur des limites établies par le Ministère;

H) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1 - Fonds réservés

A) Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

B) Le CLD, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, a une dette à long terme envers le Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation constituée de prêts octroyés par ce dernier dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI). Le CLD a affecté les fonds reçus dans un fonds réservé puisque l'existence du FLI est prévue légalement. Le CLD utilise ces fonds en les investissant en placements à long terme ou en prêts auprès d'entrepreneurs, en affectant ce fonds réservé.

2 - Présentation des dépenses de fonctionnement

La fonction «administration générale» comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les dépenses sont notamment reliées au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction «sécurité publique» comprend des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives à la surveillance, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction «transport» comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction «hygiène du milieu» comprend les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement.

La fonction «santé et bien-être» comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes, notamment le logement social, le soutien à des organismes d'aide du milieu, la politique familiale et la gestion des cimetières.

La fonction «aménagement, urbanisme et développement» comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les dépenses reliées à l'élaboration des programmes de développement économique par des organismes du milieu soutenus par la Ville.

La fonction «loisirs et culture» comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction «frais de financement» regroupe les intérêts sur la dette à long terme et autres frais relatifs au financement des activités municipales. Les remboursements de capital sont présentés à la section de la conciliation à des fins fiscales.

3 - Constatation des produits

La Ville constate ses produits lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les services sont rendus aux clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

4 - Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	654 968	1 649 190
Placements temporaires	2	719 174	
Placements à long terme	3	1 535 502	1 515 050

Note

L'encaisse du CLD est de fonds grevés d'affectations d'origine interne ou externe (FLI) 525 360 \$ ainsi qu'un dépôt à terme de 1 535 502 \$ inscrit dans les placements à long terme.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	2 598 463	2 444 730
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	2 811	9 074
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	15 127 696	13 306 917
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	624 437	1 433 191
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Débiteurs divers(CLD & CGCCRN)	9	4 191 258	3 765 379
-	10		
	11	22 544 665	20 959 291

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	12 514 719	11 925 148
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	12 514 719	11 925 148

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	99 745	81 023
---	----	--------	--------

Note

La provision pour créances douteuses de 99 745 \$ se répartit comme suit :

Taxes municipales	33 442 \$
Autres débiteurs	66 303 \$

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts aux entrepreneurs CLD	19	1 634 294	1 814 910
-	20		
	21	1 634 294	1 814 910

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	2 079 425	2 084 375
Autres placements	23		
	24	2 079 425	2 084 375

Note

A) La Ville participe au *Programme d'assurances de dommages UMQ* instauré en 2003 par l'UMQ, lequel comprend un avenant de franchise collective applicable sur les biens ou sur la responsabilité civile primaire.

La quote-part de franchise collective versée annuellement par la Ville ne constitue pas une prime mais plutôt une somme placée en fidéicommiss visant à garantir le remboursement à l'assureur des indemnités qu'il paie advenant la réalisation des conditions prévues à la police d'assurance. Le versement de la quote-part au montant de 152 249 \$ correspond à l'acquisition d'un placement à titre d'investissement.

Une diminution du placement à long terme est constatée suite au remboursement à l'assureur d'indemnités qu'il a versé ou en cas de remise d'un solde résiduel inutilisé du fonds à la Ville.

B) La Ville de Rouyn-Noranda a, par sa résolution 2007-65, souscrit un total de 150 000 \$ au capital de la société FIER TÉMABI S.E.C. Cette souscription étant répartie en trois versements égaux de 50 000 \$, le 31 janvier 2007, le 15 décembre 2007 et le 31 décembre 2008. Une augmentation du placement est constatée à chaque année en fonction de la quote-part des profits proportionnellement à la quote-part des investissements, soit un montant de 10 285 \$, dans la société en commandite revenant à chaque municipalité ou MRC partenaire en 2010.

C) Le CLD possède des dépôts à terme d'un montant total de 1 535 502 \$ au taux de 0,5 % et de 1,5 % échéant en octobre 2011 et septembre 2012.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(646 000)	(348 500)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(268 700)	(280 900)
	27	<u>(914 700)</u>	<u>(629 400)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 255 100	1 633 500
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	30 900	29 200
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	51 374	37 216
	33	<u>1 337 374</u>	<u>1 699 916</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	4 149 223	3 405 375
Salaires et avantages sociaux	38	1 018 003	944 110
Dépôts et retenues de garantie	39	1 190 779	785 971
Provision pour contestations d'évaluation	40	470 536	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Canada	42	106	12 198
- Gouvernement du Québec	43	760 220	843 977
- Intérêts courus sur dette LT	44	557 918	639 982
- Autres courus et passifs	45	3 146 888	2 672 411
-	46		
	47	<u>11 293 673</u>	<u>9 304 024</u>

Note

Le montant de 470 536 \$ correspond au montant des pertes estimatives sur contestations d'évaluation. Cette provision est établie pour les unités d'évaluation imposables et non imposables en tenant compte des taxes et des paiements tenant lieu de taxes établis sur la base de la valeur foncière et locative. Elle comprend également la partie de la provision se rapportant aux intérêts afférents.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	40 604	69 234
Transferts	49	239 675	171 450
Autres			
- Autres revenus reportés	50	530 294	2 487 303
- Vente services municipaux	51	21 538	61 998
	52	832 111	2 789 985

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	4,60	2010	2015	53	63 618 878	60 652 676
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	4 272 995	4 465 766
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58	15 500	180 500
					59	67 907 373	65 298 942
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	()	()
					61	67 907 373	65 298 942

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	6 797 612	78	87	137 300	95	6 934 912
2012	63	71	6 987 779	79	88	122 988	96	7 110 767
2013	64	72	7 971 808	80	89	53 903	97	8 025 711
2014	65	73	8 830 227	81	90	29 409	98	8 859 636
2015	66	74	9 182 994	82	91	18 708	99	9 201 702
2016 et +	67	75	27 741 481	83	92	33 164	100	27 774 645
	68	76	67 511 901	84	93	395 472	101	67 907 373
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	67 511 901	86	94	395 472	103	67 907 373

Note

Dette à long terme à la charge d'une partie des contribuables

	2010	2009
Rouyn	54 163 \$	94 090 \$
Noranda	170 860	210 935
Rouyn-Noranda	5 334 095	6 549 865
Granada	73 498	(2 194)
Rouyn-Noranda-Granada	536 600	600 800
Lac Dufault	30 665	38 432
Rouyn-Noranda-Granada-Lac Dufault	2 248 567	2 516 388
Beaudry	478 470	522 670
Rouyn-Noranda-Granada-Lac Dufault-Beaudry	2 592 300	2 844 100
Arntfield	169 111	215 900
Bellecombe	24 500	32 000
Évain	357 649	447 797

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

McWatters	222 250	260 411
Rouyn-Noranda 2002 (nouvelle ville)	<u>830 206</u>	<u>639 722</u>
Total	<u>13 122 934 \$</u>	<u>14 970 916 \$</u>

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT ROUYN-NORANDA

La dette à long terme dont le solde est de 3 814 147 \$ est constituée de prêts octroyés par le MDEIE au CLD dans le cadre du FLI.

Emprunt dont le solde est de 516 219 \$, renouvelable en octobre 2013, remboursable jusqu'en octobre 2028 par versements mensuels de 4 217 \$ incluant les intérêts au taux de 6,95 %, garanti par un terrain et un immeuble d'une valeur nette comptable de 815 955 \$.

CORPORATION DE GESTION DU CENTRE DE CONGRÈS DE ROUYN-NORANDA

Billet à payer dont le solde est de 632 659 \$, remboursable jusqu'en 2017 par versements totaux annuels égaux à 111 258 \$ incluant les intérêts calculés au taux de 5,35 %, garanti par la Ville de Rouyn-Noranda pour un montant de 3 550 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	28 874 988	132 957 607	159 40 903	186 29 791 692
Eaux usées	105	83 616 929	133 1 639 631	160 45 000	187 85 211 560
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	70 312 190	134 1 912 908	161 641 608	188 71 583 490
Autres	107	16 592 062	135 1 647 890	162 397 979	189 17 841 973
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	48 277 030	137 1 931 936	164 (56 813)	191 50 265 779
Améliorations locatives	110	835 941	138 43 379	165	192 879 320
Véhicules	111	3 571 901	139 240 558	166 186 519	193 3 625 940
Ameublement et équipement de bureau	112	7 707 015	140 977 627	167	194 8 684 642
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 825 071	141 691 317	168 149 475	195 8 366 913
Terrains	114	21 617 293	142 693 912	169 524 325	196 21 786 880
Autres	115	210 945	143 4 084	170	197 215 029
	116	<u>289 441 365</u>	144 <u>10 740 849</u>	171 <u>1 928 996</u>	198 <u>298 253 218</u>
Immobilisations en cours	117	<u>13 019 127</u>	145 <u>2 723 572</u>	172	199 <u>15 742 699</u>
	118	<u>302 460 492</u>	146 <u>13 464 421</u>	173 <u>1 928 996</u>	200 <u>313 995 917</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	11 054 590	147 731 725	174 39 902	201 11 746 413
Eaux usées	120	27 565 878	148 2 124 443	175 2 250	202 29 688 071
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	29 660 013	149 2 122 828	176 641 608	203 31 141 233
Autres	122	5 492 073	150 590 847	177 397 979	204 5 684 941
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	18 697 207	152 1 252 761	179 (4 613)	206 19 954 581
Améliorations locatives	125	355 276	153 23 067	180	207 378 343
Véhicules	126	2 292 289	154 182 653	181 92 233	208 2 382 709
Ameublement et équipement de bureau	127	6 442 954	155 347 365	182	209 6 790 319
Machinerie, outillage et équipement divers	128	5 404 496	156 423 657	183 100 447	210 5 727 706
Autres	129	138 810	157 47 559	184	211 186 369
	130	<u>107 103 586</u>	158 <u>7 846 905</u>	185 <u>1 269 806</u>	212 <u>113 680 685</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>195 356 906</u>			213 <u>200 315 232</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	(_____)	218 (_____)	220 (_____)	222 (_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>			223 <u>_____</u>

Note

La colonne «Ajustement» tient compte du transfert d'immobilisations aux propriétés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

destinées à la revente pour une valeur de 259 426 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	348 142	353 342
Immeubles industriels municipaux	225	61 407	61 407
Autres	226	772 311	2 676 759
	227	1 181 860	3 091 508
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	1 181 860	3 091 508

Note

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	339 599	60 250
Frais reportés			
- Rôle triennal d'évaluation	231	411 785	580 283
-	232		
	233	751 384	640 533

Note**16. Engagements contractuels****a) Logement social**

En vertu de conventions avec la Société d'habitation du Québec, celle-ci s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90 % aux bénéfices d'exploitation qu'elle reconnaît de l'Office municipal d'habitation de Rouyn-Noranda, la Ville assumant la différence.

Dans le cadre du programme Accès Logis de la Société d'habitation du Québec et afin de permettre la réalisation de différents projets, la Ville de Rouyn-Noranda s'est engagée à contribuer pour la réalisation de ces projets, conditionnellement à ce qu'ils soient autorisés par la Société d'habitation du Québec et que cette dernière participe financièrement à chacun des projets.

2011

Supplément au loyer :	24 821 \$
Rabais de taxes foncières :	14 215 \$
Contributions au comptant :	<u>164 548 \$</u>
Total :	203 584 \$

2012

Supplément au loyer :	24 821 \$
Rabais de taxes foncières :	14 215 \$
Contributions au comptant :	<u>164 548 \$</u>
Total :	203 584 \$

2013

Supplément au loyer :	24 821 \$
Rabais de taxes foncières :	14 215 \$
Contributions au comptant :	<u>164 548 \$</u>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Total : 203 584 \$

2014

Supplément au loyer : 23 875 \$
 Rabais de taxes foncières : 14 215 \$
 Contributions au comptant : 164 548 \$
 Total : 202 638 \$

2015

Supplément au loyer : 23 875 \$
 Rabais de taxes foncières : 14 215 \$
 Contributions au comptant : 164 548 \$
 Total : 202 638 \$

De 2016 à 2033

Supplément au loyer : 429 720 \$
 Rabais de taxes foncières : 255 870 \$
 Contributions au comptant : 2 709 864 \$
 Total : 3 395 484 \$

b) Engagements divers

La Ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 4 035 589 \$ relativement au déneigement, à la conciergerie, à l'entretien de logiciels et de photocopieurs ainsi que du système téléphonique, à la gestion des matières résiduelles, à des services professionnels en matière d'évaluation foncière et autres. Les versements relatifs à ces engagements se répartissent comme suit:

2011 : 1 922 213 \$
 2012 : 1 404 107 \$
 2013 : 634 164 \$
 2014 : 75 105 \$
 2015 : 0 \$
 Total: 4 035 589 \$

c) Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)

En vertu d'une entente de service pour la gestion, l'entretien et la réparation du parc de véhicules, la Ville s'est engagée le 1er novembre 2006, pour une durée de 15 ans, avec le Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER), une unité autonome de service du ministère des Transports, à utiliser le service de location «clés en main» qui tient compte de tous les frais inhérents à la possession d'un véhicule, des équipements et accessoires. Cette convention engageant le crédit de la Ville pour une période de plus de cinq ans a été autorisée par la ministre des Affaires municipales et des Régions.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit:

2011 : 3 884 000 \$
 2012 : 3 962 000 \$
 2013 : 4 041 000 \$
 2014 : 4 122 000 \$
 2015 : 4 204 000 \$
 Total: 20 213 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Les taux de location peuvent être révisés au 1er avril de chaque année, si des modifications importantes et imprévisibles surviennent en cours d'exercice, toutefois l'augmentation ne pourra dépasser 4 % du coût du loyer de l'année en cours.

La Ville assume les coûts de location jusqu'à la fin du terme prévu à l'entente, sauf si le CGER trouve preneur auprès d'un autre client. Dans ce cas, la facturation cesse. Pour répondre au besoin de la Ville, les équipements et accessoires loués vont évoluer pendant la durée de l'entente.

d) Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet II

La Ville a signé une entente avec le ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, convenant des conditions de transfert d'exercice des responsabilités et activités de gestion du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet II.

Ce programme a été mis sur pied afin de favoriser la réalisation d'activités visant à maintenir ou à améliorer la protection, la mise en valeur ou la transformation des ressources du milieu forestier. Les engagements de la Ville consistent entre autres à statuer sur l'admissibilité des projets soumis ainsi que sur le choix des projets en conformité avec les objectifs du programme définis par le ministre, à conclure une entente de financement avec chacun des promoteurs dont les projets auront fait l'objet d'une approbation, et à verser l'aide financière à même l'enveloppe attribuée par le ministre pour assurer la gestion et la mise en oeuvre du Volet II.

e) Sûreté du Québec

La Ville a signé une entente avec le ministère de la Sécurité publique et la Sûreté du Québec relativement à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec sur le territoire de la ville.

f) Réseau à large bande

La Ville, par sa résolution numéro 2003-362, s'est engagée dans un partenariat pour le déploiement, en Abitibi-Témiscamingue, d'un réseau collectif à large bande. Les partenaires ont mandaté le Centre des technologies de l'information et des communications (Région Abitibi-Témiscamingue) pour mener le projet de déploiement de l'infrastructure collective régionale. Afin de contribuer au montage financier du projet, un montant de 142 102 \$ fut déboursé par la Ville en 2005 pour le financement des immobilisations. De plus, la Ville s'est engagée à contribuer aux frais de gestion pour l'utilisation du réseau, pour un montant annuel de 25 424 \$ pendant vingt (20) ans après la date de mise en disponibilité du service.

g) Transport en commun

En vertu d'une entente de service de transport en commun, la Ville s'est engagée pour une période débutant le 1er juillet 2007 et se terminant le 30 juin 2022, avec Autobus Maheux. Considérant que le contrat est d'une durée de 15 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus selon les besoins de la Ville et relatifs à ces engagements se répartissent approximativement comme suit:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

2011 :	475 000 \$
2012 :	483 000 \$
2013 :	498 000 \$
2014 :	512 000 \$
2015 :	528 000 \$
Total:	2 496 000 \$

h) Contribution à la fondation de l'UQAT

La Ville, par sa résolution 2009-883, s'est engagée de verser à la Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue un montant de 100 000 \$ par année pendant une période de trente (30) ans, et ce, à compter de l'exercice budgétaire 2010 permettant ainsi la réalisation du projet de construction des deux résidences pour étudiantes et étudiants au campus de Rouyn-Noranda de l'UQAT. Considérant que le contrat est d'une durée de 30 ans, le ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé l'engagement de crédit créé par la signature du contrat entre les parties.

Les versements prévus se répartissent comme suit:

2011 :	100 000 \$
2012 :	100 000 \$
2013 :	100 000 \$
2014 :	100 000 \$
2015 :	100 000 \$
Total:	500 000 \$

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné des emprunts contractés par les organismes suivants :

Corporation de gestion du centre de congrès de Rouyn-Noranda inc. :
Montant: 3 550 000 \$
Solde au 31-12-2010: 632 659 \$
Valide du 08-04-1997 au 08-04-2017
Résolution 96-710
Autorisation du M.A.M.

Centre de plein-air du Mont Kanasuta :
Montant: 350 000 \$
Solde au 31-12-2010: 286 805 \$
Valide du 08-09-2008 au 08-09-2020
Résolution 2008-787
Autorisation du M.A.M.

Corporation des fêtes pour tout le monde:
Montant: 49 999 \$
Solde au 31-12-2010: 0 \$
Valide du 12-01-2009 au 12-01-2011
Résolution 2009-9

Club de Golf Dallaire
Montant: 500 000 \$
Solde au 31-12-2010: 292 925 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Valide du 13-08-2007 au 12-08-2017
Résolution 2007-725
Autorisation du M.A.M.

b) Auto-assurance

Pour les fins de l'assurance des dommages, la Ville fait partie du Regroupement des villes de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord Québécois, lequel regroupement s'auto-assure à compter de 2004, par le biais d'une mutualité partielle des risques. Les franchises collectives sont de 250 000 \$ en assurance de biens et de 250 000 \$ en assurance-responsabilité civile. Pour créer le fonds 2004, la Ville a versé au mandataire du regroupement Ville d'Amos, 86 677 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 40 931 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 127 608 \$. En 2005, la Ville a versé au mandataire du regroupement Ville d'Amos, 99 222 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 53 027 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 152 249 \$. Chaque année depuis 2006, la Ville a versé au mandataire du regroupement l'UMQ, 99 222 \$ pour sa quote-part en assurance de biens et 53 027 \$ pour sa quote-part en responsabilité civile pour un total de 152 249 \$.

Pour l'année 2004, trois remboursements de quote-part en assurance des biens ont été encaissés, en 2005 au montant de 23 724 \$, en 2007 au montant de 16 393 \$ et en 2010 au montant de 32 101 \$.

Pour l'année 2005, deux remboursements de quote-part en assurance des biens ont été encaissés, en 2007 au montant de 99 222 \$ et en 2010 au montant de 35 229 \$.

Pour l'année 2006, un remboursement de quote-part en assurance des biens a été encaissé en 2007 au montant de 99 222 \$.

Pour l'année 2007, un remboursement de quote-part en assurance des biens a été encaissé en 2008 au montant de 99 222 \$.

Pour l'année 2008, un remboursement de quote-part en assurance des biens a été encaissé en 2010 au montant de 29 863 \$.

c) Poursuites

1- Hydro-Québec

Hydro-Québec, dans l'action du 31 mai 2001, poursuit la Ville pour obtenir l'annulation de la cession d'un immeuble et le recouvrement de dommages et intérêts équivalent à la valeur de l'immeuble pour 900 000 \$ additionnée du montant des taxes afférentes à l'immeuble qu'elle a dû payer suite à la découverte de contaminants dans le sol du terrain cédé pour 64 039 \$.

Le 22 janvier 2008, Hydro-Québec a effectué une déclaration réamendée à l'effet de demander à la Cour supérieure de condamner la Ville à lui payer une somme de 300 000 \$ au lieu de 900 000 \$ et d'ordonner à la Ville de procéder à la décontamination de l'immeuble en cause.

Au cours de l'automne 2009, de nouveaux événements sont survenus dans ce dossier dans le but de régler hors Cour celui-ci.

En effet, suite à la vente d'une partie de l'immeuble en cause dans le présent dossier pour l'établissement de l'entreprise PFK et des nouveaux bureaux de la SAAQ, des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

pourparlers sont survenus entre la Ville de Rouyn-Noranda et Hydro-Québec.

2 - Gestion Jean-Marc Baronet

Gestion Jean-Marc Baronet invoque, dans sa réclamation recommandée du 12 janvier 2007, une perte de location d'un immeuble situé au 2518 rue Saguenay au montant de 48 000 \$. Gestion Jean-Marc Baronet considère qu'elle a des droits acquis pour louer à une entreprise pour entreposer et réparer de la machinerie lourde, alors que la Ville de Rouyn-Noranda possède une réglementation municipale qui ne permet pas à cet endroit de faire autre chose qu'un usage résidentiel.

Au niveau des procédures judiciaires en requête, la Ville a demandé à la cour de déclarer que Gestion Jean-Marc Baronet inc. a perdu ses droits acquis. En défense à cette requête et en demande reconditionnelle Gestion Jean-Marc Baronet inc. prétend qu'elle a toujours ses droits et réclame en dommage en plus de la première demande 370 469 \$ à la Ville de Rouyn-Noranda.

Les prétentions de la Ville sont à l'effet qu'elle n'a aucune responsabilité dans ce dossier et qu'elle n'a fait qu'appliquer la réglementation municipale.

3- Taxi Normand s.e.n.c. et als

Les demandeurs demandent que la Ville soit condamnée à leur payer une somme de 2 934 665 \$ en dommages et intérêts et en dommages exemplaires.

Il est actuellement impossible de faire des prévisions adéquates quant à l'issue de l'affaire et s'il y a lieu, du montant de la perte éventuelle dans ce dossier.

d) Autres

1- Réclamations d'assurance

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 270 000 \$, principalement pour des recours à être entendus ou en attente d'un jugement à la Cour des petites créances.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées. Le budget non consolidé constitue le budget adopté par l'administration municipale.

20. Loi favorisant le dév. de la form. main-d'oeuvre

La Ville est assujettie en tant qu'employeur à la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre. Au cours de l'année 2010, la Ville a consacré une somme de 371 064 \$ à la formation.

21. Fonds forestiers

La valeur des fonds forestiers au 31 décembre 2010 est de 259 058 \$ et se répartit comme suit:

Bellecombe	12 987 \$
Cléricy	15 947
D'Alembert	1 069
Destor	10 947
McWatters	9 475
Mont-Brun	6 165
Rouyn-Noranda	<u>13 300</u>
Sous-total:	69 890 \$
Fonds forestier général	<u>189 168</u>
Total:	259 058 \$

22. Marge de crédit

La Ville dispose d'une marge de crédit de 8 000 000 \$ pour les règlements d'emprunt, portant intérêts au taux préférentiel. Elle ne comporte aucune garantie. Au 31 décembre 2010, aucun montant n'était utilisé. Le taux de base au 31 décembre 2010 est de 3 %.

23. FUP - Frais d'utilisation par passager

Les revenus de l'aéroport comprennent 304 135 \$ en provenance des frais d'utilisation par passager (FUP), auxquels sont déduits les frais de perception appliqués par les compagnies aériennes, d'un montant de 9 137 \$. Le revenu net, soit 294 998 \$ sera, après le dépôt du rapport financier, viré au surplus accumulé affecté au financement de tout ou partie des biens, services ou activités de l'aéroport de Rouyn-Noranda.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 990 140	1 173 186
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	4 539 733	6 968 788
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	1 449 447 ) (	1 243 007)
Financement des investissements en cours	4	(2 434 098)	(4 591 171)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	149 818 157	148 973 905
	6	154 464 485	151 281 701

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- CLD	7	347 124	316 808
- Service de la dette	8	64 974	342 861
- Transport, aqueduc et égout	9	892 709	906 570
- Programme fermeture dépotoir	10	338 674	338 674
- Aménagement, urb. développement	11	177 306	250 571
- Loisirs, culture et dev. social	12	364 102	940 912
- Anciennes municipalités	13	322 724	377 248
	14	2 507 613	3 473 644
Réserves financières			
- Vidange des boues # 09-611	15	251 138	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20	251 138	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	534 514	1 216 640
Fonds parcs et terrains de jeux	22		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	370 383	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	8 990	68 636
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	42 791	192 026
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
- Fonds forestier (note 24b)	28	259 058	358 434
- Cimetière- D'Alembert	29	7 075	7 075
- Fonds local d'investissement	30	558 171	1 652 333
-	31		
	32	1 780 982	3 495 144
	33	4 539 733	6 968 788

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 (150 321 ) (	179 744)
Intérêts sur la dette à long terme	35 (190 026 ) (	273 263)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (99 200 ) (	108 200)
Régimes non capitalisés	37 (177 500 ) (	193 600)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 (623 900 ) (	262 300)
Autres	39 (208 500 ) (	225 900)
Régimes non capitalisés	40 () ())
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ())
Autres		
-	42 () ())
-	43 () ())
	44 (1 449 447 ) (	1 243 007)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 2 473 631	537 886
Investissements à financer	46 (4 907 729 ) (	5 129 057)
	47 (2 434 098)	(4 591 171)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 200 315 232	195 356 906
Propriétés destinées à la revente	49 1 181 860	3 091 508
Prêts	50 1 634 294	1 814 910
Placements à titre d'investissement	51 2 079 425	2 084 375
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 205 210 811	202 347 699
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 67 907 373	65 298 942
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (12 514 719 ) (	11 925 148)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ())
	58 55 392 654	53 373 794
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60 55 392 654	53 373 794
	61 149 818 157	148 973 905

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Rouyn-Noranda, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2007, est un régime de retraite flexible contributif de type salaire carrière. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire de l'année. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (348 500)	(221 700)
Charge de l'exercice	5 (1 255 100)	(1 633 500)
Cotisations versées par l'employeur	6 957 600	1 506 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(646 000)</u>	<u>(348 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 33 814 800	31 946 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (37 942 300)	(35 345 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (4 127 500)	(3 398 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 3 481 500	3 050 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (646 000)	(348 500)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(646 000)</u>	<u>(348 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 33 814 800	31 946 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (37 942 300)	(35 345 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (4 127 500)	(3 398 800)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 828 700	1 774 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	505 300
	21 1 828 700	2 279 900
Cotisations salariales des employés	22 (985 900)	(974 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 842 800	1 305 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 211 700	159 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>1 054 500</u>	<u>1 465 300</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 2 132 500	1 980 700
Rendement espéré des actifs	35 (1 931 900)	(1 812 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 200 600	168 200
Charge de l'exercice	<u>1 255 100</u>	<u>1 633 500</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 294 900	1 001 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 931 900)	(1 812 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (637 000)	(811 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (5 900)	(22 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 370 000	1 407 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 33 123 100	30 050 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 4,00 %	4,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 3,00 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55 2	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le programme d'allocation de retraite de la Ville de Rouyn-Noranda prévoit un montant forfaitaire équivalent à 2 jours de salaire par année de service, sujet à un maximum. Le programme de cadeau à la retraite de la ville de Rouyn-Noranda prévoit un cadeau selon le nombre d'années de service.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (280 900)	(271 300)
Charge de l'exercice	58 (30 900)	(29 200)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 43 100	19 600
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>268 700</u>)	(<u>280 900</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (297 600)	(312 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 28 900	31 400
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>268 700</u>)	(<u>280 900</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 400	14 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 16 400	66 14 600
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	68 ()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 2 100	70 1 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	71	72
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	74
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	75	76
Autres	77	78
-	79	80
-	81	82
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 18 500	84 15 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	85 12 400	86 13 500
Charge de l'exercice	87 30 900	88 29 200

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 400	79 (16 100)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	80 16	81 16

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,00 %	81 4,00 %	82 4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 4,00 %	84 4,00 %	85 4,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	86 3,00 %	87 3,00 %	88 3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	89 %	90 %	91 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	92 %	93 %	94 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	95	96	97
Autres hypothèses économiques	98	99	100
-	101	102	103
-	104	105	106

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	90

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	15	15

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	15 244	11 043
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	51 374	37 216
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	51 374	37 216
	51 374	37 216

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	67 907 373
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 907 729
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	(46 226)
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	914 700
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	3 993 046
Débiteurs	9	12 514 719
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 917 731
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	55 258 080
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	55 258 080
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	55 258 080
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	22 830 585	22 812 389	19 403 440
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			3 802 420
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	6 740 682	6 691 550	3 535 994
Activités de fonctionnement	6	1 390 026	1 376 836	1 642 009
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	30 961 293	30 880 775	28 383 863
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 029 721	4 034 835	3 651 118
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	4 211 310	4 131 354	4 198 638
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	192 274	201 551	223 746
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		4 640	60 320
	21	8 433 305	8 372 380	8 133 822
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22		15 725	2 821 082
	23	72 000	80 560	80 447
	24	72 000	96 285	2 901 529
	25	8 505 305	8 468 665	11 035 351
	26	39 466 598	39 349 440	39 419 214

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	488 907	507 090	336 470
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	9 553	13 328	8 676
Taxes d'affaires	29		17 440	248 497
Compensations pour les terres publiques	30	479 602	479 602	479 602
	31	978 062	1 017 460	1 073 245
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 101 540	949 714	1 352 944
Cégeps et universités	33	952 822	846 035	1 061 074
Écoles primaires et secondaires	34	1 102 842	887 289	1 138 153
	35	3 157 204	2 683 038	3 552 171
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	4 135 266	3 700 498	4 625 416
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	178 432	179 075	159 924
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	2 864	3 482	3 415
Taxes d'affaires	44			
	45	181 296	182 557	163 339
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	4 316 562	3 883 055	4 788 755

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	808	2 108	11 051
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	20 000	20 000	20 000
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	482 853	825 355	813 522
Enlèvement de la neige	59	148 519	148 519	201 633
Autres	60	770	1 258	1 483
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	149 490	160 021	103 919
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65	6 727	3 160	
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	7 064	7 064	7 795
Réseau de distribution de l'eau potable	69	12 297	56 988	14 420
Traitement des eaux usées	70	364 541	365 282	427 579
Réseaux d'égout	71	11 798	111 824	13 441
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	480 000	703 557	312 808
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		24 465	40 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	744	1 632	1 001
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	38 888	1 984	12 115
Rénovation urbaine	84	89 000	92 252	102 211
Promotion et développement économique	85	26 007	26 007	90 514
Autres	86	556 830	352 714	225 434
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	20 288	22 915	30 081
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	17 388	22 388	23 840
Autres	89	217 333	201 394	215 353
Réseau d'électricité	90			
	91	2 651 345	3 150 887	2 668 200

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			15 000
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	193 900	99 500	99 500
Enlèvement de la neige	98			918 974
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100	116 798	29 195	29 195
Transport adapté	101			99 145
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104	49 970	318 851	318 851
Transport par eau	105			398 513
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	335 200	1 641	1 641
Réseau de distribution de l'eau potable	108	593 415	1 926 356	1 926 356
Traitement des eaux usées	109	2 518 564	3 941	3 941
Réseaux d'égout	110	7 955 497		913 156
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	332 725	326 908	326 908
Activités culturelles				104 966
Bibliothèques	127	14 550		
Autres	128	9 300		
Réseau d'électricité	129			
	130	12 119 919	2 706 392	2 706 392
				3 180 818

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	1 401 000	1 401 061	1 293 659
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			124 800
Diversification des revenus	135	402 448	402 448	402 448
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	554 976	868 461	291 786
Programme d'aide financière aux MRC	137	107 359	106 550	107 359
Autres	138	26 651	26 651	26 651
	139	2 492 434	2 805 171	2 246 703
TOTAL DES TRANSFERTS	140	17 263 698	8 662 450	8 095 721

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	28 390	28 390	61 370
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	28 390	28 390	61 370
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	28 390	28 390	61 370

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	175 699	204 025	188 465
Sécurité publique	184	34 000	35 629	19 352
Transport				
Réseau routier	185	1 029 293	1 087 051	1 096 112
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	161 938	150 598	156 956
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189	1 786 270	1 869 088	1 738 211
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	206 299	212 456	346 750
Santé et bien-être	192	42 000	55 273	43 688
Aménagement, urbanisme et développement	193	751 779	399 909	783 510
Loisirs et culture	194	1 583 241	1 680 109	1 589 250
Réseau d'électricité	195			
	196	5 770 519	5 694 138	5 962 294
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	5 770 519	5 722 528	6 023 664
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	138 000	177 445	159 825
Droits de mutation immobilière	199	1 000 000	1 146 499	1 102 080
Droits sur les carrières et sablières	200	125 460	663 940	147 143
Autres	201	741	500	741
	202	1 264 201	1 988 384	1 409 789
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	751 600	756 036	743 894
INTÉRÊTS	204	539 200	454 394	625 876
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(182 006)	(372 228)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	47 000	2 473 890	218 142
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	1 157 500		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	76 545	866 257	950 011
	212	1 281 045	3 158 141	795 925

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	892 545	950 282	11 129	961 411	961 411	857 574
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	3 265 779	3 136 790	190 421	3 327 211	3 327 211	3 472 915
Greffe	4	463 668	446 651	8 818	455 469	455 469	787 816
Évaluation	5	1 188 526	1 130 904	150 134	1 281 038	1 281 038	1 158 154
Gestion du personnel	6	1 124 012	886 590	20 558	907 148	907 148	1 254 069
Autres	7	259 385	345 038	15 305	360 343	360 343	354 328
	8	7 193 915	6 896 255	396 365	7 292 620	7 292 620	7 884 856
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 806 478	3 801 407		3 801 407	3 801 407	3 623 035
Sécurité incendie	10	2 967 831	3 071 472	343 483	3 414 955	3 414 955	3 323 540
Sécurité civile	11	43 630	23 527	100	23 627	23 627	26 606
Autres	12	290 779	326 969	21 752	348 721	348 721	351 539
	13	7 108 718	7 223 375	365 335	7 588 710	7 588 710	7 324 720
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 028 573	4 070 354	2 200 774	6 271 128	6 271 128	6 522 358
Enlèvement de la neige	15	4 351 122	4 389 177	8 273	4 397 450	4 397 450	4 172 857
Éclairage des rues	16	610 351	610 421	82 775	693 196	693 196	755 763
Circulation et stationnement	17	669 851	643 779	88 243	732 022	732 022	680 043
Transport collectif							
Transport en commun	18	590 569	591 086	18 332	609 418	609 418	568 968
Transport aérien	19	1 275 676	1 293 554	441 306	1 734 860	1 734 860	1 765 155
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	11 526 142	11 598 371	2 839 703	14 438 074	14 438 074	14 465 144

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 601 629	1 544 743	180 241	1 724 984	1 724 984	1 862 227
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 375 980	1 448 310	623 792	2 072 102	2 072 102	2 137 785
Traitement des eaux usées	25	963 554	999 261	1 146 681	2 145 942	2 145 942	2 096 446
Réseaux d'égout	26	1 292 317	1 416 667	1 024 250	2 440 917	2 440 917	2 503 183
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 092 503	1 027 291	13 558	1 040 849	1 040 849	1 074 117
Élimination	28	1 461 285	1 377 559	1 026	1 378 585	1 378 585	1 388 258
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	988 862	917 728	89	917 817	917 817	938 576
Tri et conditionnement	30	1 050 422	1 014 322		1 014 322	1 014 322	988 919
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35	109 596	120 781		120 781	120 781	120 174
Autres	36						
Cours d'eau	37		2 520		2 520	2 520	
Protection de l'environnement	38	50 359	52 507	8 310	60 817	60 817	57 753
Autres	39						
	40	9 986 507	9 921 689	2 997 947	12 919 636	12 919 636	13 167 438
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	300 174	147 159		147 159	147 159	179 772
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	377 775	364 996	10 167	375 163	375 163	338 833
	44	677 949	512 155	10 167	522 322	522 322	518 605
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 191 890	1 793 246	67 861	1 861 107	1 861 107	1 576 129
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	384 237	277 057		277 057	277 057	273 813
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	862 930	887 763	84 074	971 837	1 855 407	1 756 954
Tourisme	49	3 759	3 759	24 547	28 306	28 306	28 018
Autres	50		2 215 667	4 297	2 219 964	2 219 964	193 465
Autres	51	1 016 465	1 024 599	530	1 025 129	1 025 129	912 090
	52	4 459 281	6 202 091	181 309	6 383 400	7 266 970	4 740 469

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	849 440	784 023	139 798	923 821	923 821	881 672
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 084 857	2 049 026	378 084	2 427 110	2 427 110	2 385 377
Piscines, plages et ports de plaisance	55	698 510	646 078	27 098	673 176	673 176	626 726
Parcs et terrains de jeux	56	2 190 249	2 061 115	253 288	2 314 403	2 314 403	2 206 236
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	104 140	103 374		103 374	103 374	104 604
Autres	59	179 112	195 246		195 246	195 246	170 651
	60	6 106 308	5 838 862	798 268	6 637 130	6 637 130	6 375 266
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 174 456	1 318 317	70 470	1 388 787	1 388 787	1 223 870
Bibliothèques	62	676 936	718 153	71 036	789 189	789 189	768 160
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	143 426	104 776	12 107	116 883	116 883	116 727
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	241 547	293 103	4 665	297 768	297 768	234 698
	66	2 236 365	2 434 349	158 278	2 592 627	2 592 627	2 343 455
	67	8 342 673	8 273 211	956 546	9 229 757	9 229 757	8 718 721
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 327 368	2 171 762		2 171 762	2 243 911	2 440 282
Autres frais	70	108 560	163 842		163 842	163 842	43 359
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	218 300	213 000		213 000	213 000	181 700
Autres	72		61 082		61 082	61 082	19 353
	73	2 654 228	2 609 686		2 609 686	2 681 835	2 684 694
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	7 906 217	7 747 372	(7 747 372)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville de Rouyn-Noranda (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

(1) Comptable agréé auditeur permis no 19441

Comptables agréés (Québec)

DATE 2011-04-20

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-26 11:35:22

Dernière modification : 2011-08-16 10:58:33

Réservé au ministère

154 464 485	3 182 402	34 581 916	1,434
-------------	-----------	------------	-------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>39 933 662</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	157 542
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	426 680
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>584 222</u>
Revenus de taxes	11	<u>39 349 440</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	39 349 440
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	426 680
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>39 776 120</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		96 285
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		5 097 919
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>5 194 204</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>34 581 916</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>2 390 075 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>2 432 899 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 411 487 350</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>34 581 916</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 411 487 350</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	| 1 | , | 4 | 3 | 4 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	895 000	1 096 234	845 195
Usines de traitement de l'eau potable	2	299 500	290 076	375 971
Usines et bassins d'épuration	3	2 975 700	158 246	344 820
Conduites d'égout	4	9 625 300	1 885 085	2 913 310
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 221 900	2 966 222	3 896 497
Ponts, tunnels et viaducs	7	100 000	222	151 836
Système d'éclairage des rues	8		129 567	84 582
Aires de stationnement	9	110 300	75 948	121 673
Parcs et terrains de jeux	10	1 044 100	2 771 428	474 575
Autres infrastructures	11	1 655 500	7 697	20 977
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 014 400	577 439	1 371 152
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 188 600	2 207 859	426 356
Améliorations locatives	15		3 755	39 623
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	288 100	233 267	7 375
Ameublement et équipement de bureau	18	451 100	218 124	504 506
Machinerie, outillage et équipement divers	19	565 000	682 825	618 385
Terrains	20	50 000	154 633	316 278
Autres	21		1 271	86 771
	22	30 484 500	13 459 898	12 599 882

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 009 773	478 713
Usines de traitement de l'eau potable	24		96 719	375 971
Usines et bassins d'épuration	25		97 084	344 820
Conduites d'égout	26		1 267 269	1 271 489
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		86 461	366 482
Usines de traitement de l'eau potable	28		193 357	
Usines et bassins d'épuration	29		61 162	
Conduites d'égout	30		617 816	1 641 821
	31		3 429 641	4 479 296

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	60 652 676	24	9 735 424	47	6 769 222	70	63 618 878
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	4 465 766	26		49	192 771	72	4 272 995
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	180 500	29		52	165 000	75	15 500
	7	65 298 942	30	9 735 424	53	7 126 993	76	67 907 373
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8	394 195	31		54	329 220	77	64 975
Réserves financières et fonds réservés	9	4 206 041	32	16 186	55	294 156	78	3 928 071
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	14 911 404	33	329 248	56	2 117 718	79	13 122 934
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	33 862 154	34	7 480 300	57	3 065 780	80	38 276 674
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	53 373 794	36	7 825 734	59	5 806 874	82	55 392 654
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	11 925 148	37	1 925 876	60	1 336 305	83	12 514 719
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	11 925 148	41	1 925 876	64	1 336 305	87	12 514 719
Prêts	19		42		65		88	
	20	11 925 148	43	1 925 876	66	1 336 305	89	12 514 719
	21	65 298 942	44	9 751 610	67	7 143 179	90	67 907 373
<i>Déduire</i>								
Dettes en cours de refinancement	22	45 844	45	382	68		91	46 226
	23	65 344 786	46	9 751 992	69	7 143 179	92	67 953 599

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi		1		
Évaluation		2		
Autres		3		
Sécurité publique				
Police		4		
Sécurité incendie		5		
Sécurité civile		6		
Autres		7		
Transport				
Réseau routier		8		
Transport collectif		9		
Autres		10		
Hygiène du milieu				
Eau et égout		11		
Matières résiduelles		12		
Cours d'eau		13		
Protection de l'environnement		14		
Autres		15		
Santé et bien-être				
Logement social		16		
Autres		17		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		18		
Rénovation urbaine		19		
Promotion et développement économique		20		
Autres		21		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		22		
Activités culturelles		23		
Réseau d'électricité		24		
		25		

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	36,10	11	32,5	18	2 669 933	28	610 510	38	3 280 443
Professionnels	2	33,13	12	32,5	19	2 112 513	29	418 834	39	2 531 347
Cols blancs	3	107,10	13	32,5	20	3 761 100	30	782 089	40	4 543 189
Cols bleus	4	121,11	14	40	21	5 380 821	31	1 149 177	41	6 529 998
Policiers	5		15		22				42	
Pompiers	6	19,16	16	42	23	1 186 207	33	228 560	43	1 414 767
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24				44	
	8	316,60			25	15 110 574	35	3 189 170	45	18 299 744
Élus	9	15,00			26	387 951	36	75 199	46	463 150
	10	331,60			27	15 498 525	37	3 264 369	47	18 762 894

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert					
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	7 064	52	1 641	56	8 705
Réseau de distribution de l'eau potable	49	1 983 344	53		57	1 983 344
Traitement des eaux usées	50	365 282	54	3 941	58	369 223
Réseaux d'égout	51	111 824	55		59	111 824

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105		131	
Évaluation	2	1 130 904	28	150 134	54	1 281 038	80	10 406	106	1 270 632	5 665	
Autres	3	5 765 351	29	246 231	55	6 011 582	81	193 618	107	5 817 964	169 163	
	4	6 896 255	30	396 365	56	7 292 620	82	204 024	108	7 088 596	174 828	
Sécurité publique												
Police	5	3 801 407	31		57	3 801 407	83		109	3 801 407	41 136	
Sécurité incendie	6	3 071 472	32	343 483	58	3 414 955	84	64 020	110	3 350 935	97 264	
Sécurité civile	7	23 527	33	100	59	23 627	85		111	23 627		
Autres	8	326 969	34	21 752	60	348 721	86		112	348 721	2 061	
	9	7 223 375	35	365 335	61	7 588 710	87	64 020	113	7 524 690	140 461	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	4 070 354	36	2 200 774	62	6 271 128	88	121 950	114	6 149 178	657 151	
Enlèvement de la neige	11	4 389 177	37	8 273	63	4 397 450	89	110 053	115	4 287 397	20 251	
Autres	12	1 254 200	38	171 018	64	1 425 218	90	855 048	116	570 170	20 793	
Transport collectif	13	1 884 640	39	459 638	65	2 344 278	91	2 019 686	117	324 592	88 048	
Autres	14		40		66		92		118			
	15	11 598 371	41	2 839 703	67	14 438 074	93	3 106 737	119	11 331 337	786 243	
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 544 743	42	180 241	68	1 724 984	94	33 196	120	1 691 788	30 911	
Traitement des eaux usées	17	1 448 310	43	623 792	69	2 072 102	95	76 039	121	1 996 063	173 268	
Réseaux d'égout	18	999 261	44	1 146 681	70	2 145 942	96	67 175	122	2 078 767	528 457	
Autres	19	1 416 667	45	1 024 250	71	2 440 917	97	35 579	123	2 405 338	361 148	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	2 404 850	46	14 584	72	2 419 434	98	467	124	2 418 967	259	
Matières recyclables	21	1 932 050	47	89	73	1 932 139	99		125	1 932 139	4 371	
Autres	22	120 781	48		74	120 781	100		126	120 781	5 506	
Cours d'eau	23	2 520	49		75	2 520	101		127	2 520		
Protection de l'environnement	24	52 507	50	8 310	76	60 817	102		128	60 817	10 259	
Autres	25		51		77		103		129			
	26	9 921 689	52	2 997 947	78	12 919 636	104	212 456	130	12 707 180	1 114 179	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
		+		=		-		=				
Santé et bien-être												
Logement social	157	147 159	172	187	147 159	202		217	147 159	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218		233		
Autres	159	364 996	174	10 167	189	375 163	204	55 273	219	319 890	234	7 544
	160	512 155	175	10 167	190	522 322	205	55 273	220	467 049	235	7 544
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 793 246	176	67 861	191	1 861 107	206	14 625	221	1 846 482	236	53 278
Rénovation urbaine	162	277 057	177		192	277 057	207		222	277 057	237	
Promotion et développement économique	163	3 107 189	178	112 918	193	3 220 107	208		223	3 220 107	238	40 059
Autres	164	1 024 599	179	530	194	1 025 129	209	385 284	224	639 845	239	9 452
	165	6 202 091	180	181 309	195	6 383 400	210	399 909	225	5 983 491	240	102 789
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	5 838 862	181	798 268	196	6 637 130	211	890 535	226	5 746 595	241	251 444
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	718 153	182	71 036	197	789 189	212	940	227	788 249	242	24 858
Autres	168	1 716 196	183	87 242	198	1 803 438	213	788 634	228	1 014 804	243	7 340
	169	8 273 211	184	956 546	199	9 229 757	214	1 680 109	229	7 549 648	244	283 642
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	50 627 147	186	7 747 372	201	58 374 519	216	5 722 528	231	52 651 991	246	2 609 686

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1	603 014	351 802
Charges sociales	2	126 653	74 986
Biens et services	3	12 496 470	12 093 757
Frais de financement	4	184 019	77 256
Autres	5	49 742	
	6	13 459 898	12 597 801

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 647 215	2 903 425
Redressement aux exercices antérieurs	2		82 637
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 647 215	2 986 062
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 939 694	792 637
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(84 735)	(687 637)
Activités d'investissement	6	4 977	(449 625)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(467 383)	(994 222)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	1 392 553	(1 338 847)
Solde à la fin de l'exercice	11	3 039 768	1 647 215
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	4 999 647	4 852 822
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	4 999 647	4 852 822
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	297 327	28 906
Activités d'investissement	16	(2 129 919)	(876 303)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	467 383	994 222
Financement des investissements en cours	18		
	19	(1 365 209)	146 825
Solde à la fin de l'exercice	20	3 634 438	4 999 647

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (1 243 007)	(1 119 877)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (1 243 007)	(1 119 877)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 (361 600)	(262 300)
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 (361 600)	(262 300)
Diminution de l'exercice		
	31 155 160	139 170
	32 (206 440)	(123 130)
Solde à la fin de l'exercice	33 (1 449 447)	(1 243 007)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (4 591 172)	(2 920 634)
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (4 591 172)	(2 920 634)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 2 157 074	(1 670 537)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41 2 157 074	(1 670 537)
Solde à la fin de l'exercice	42 (2 434 098)	(4 591 171)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 147 788 191	142 647 738
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 147 788 191	142 647 738
Variation de l'exercice	46 1 012 628	5 140 453
Solde à la fin de l'exercice	47 148 800 819	147 788 191

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	192 026 9	10	11	12	149 235 13	14	42 791
	15	192 026 16	17	18	19	149 235 20	21	42 791

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 7 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 2 , <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 8 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 8 \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	|_|_|_| , |_|_| \$
Égout	2	|_|_|_| , |_|_| \$
Eau et égout	3	|_|_|_| , |_|_| \$
Traitement des eaux usées	4	|_|_|_| , |_|_| \$
Matières résiduelles	5	|2|0|7| , |0|0| \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 |_|_| , |_|_|_|_| %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
ENV. fonctionnement R-N/GR/LD/BEA/ARN	,0808	1	
DETTE Rouyn	,3303	1	
DETTE Noranda-Centre	,3356	1	
DETTE Noranda-Nord	,3346	1	
DETTE Granada desservi	,2150	1	
DETTE Granada desservi aqueduc seuleme	,2240	1	
DETTE Granada non desservi	,2143	1	
DETTE Lac Dufault	,2301	1	
DETTE Beaudry desservi	,2181	1	
DETTE Beaudry non desservi	,2136	1	
DETTE Arntfield desservi	,3721	1	
DETTE Arntfield (étude env. seulement)	,3674	1	
DETTE Arntfield non desservi	,1813	1	
DETTE Évain desservi	,2359	1	
DETTE Évain non desservi	,1773	1	
DETTE McWatters	,1914	1	
DETTE Cloutier/D'Alembert/Destor	,1745	1	
DETTE Bellecombe/Cadillac/Cléricy	,1745	1	
DETTE Montbeillard/Mont-Brun/Rollet	,1745	1	
EAU 1	6,3100	7	1000 gallons impériaux
EAU 2	4,4200	7	1000 gallons impériaux
EAU 3	3,6600	7	1000 gallons impériaux
RÈGL. 00-208 Beaudry drainage	,8396	3	
RÈGL. 04-384 ph. 1 Évain rue Mantha	9,5853	3	
RÈGL. 04-384 ph. 2 Évain rue Mantha	23,8144	3	
RÈGL. 06-471 Eaux usées Arntfield	619,6000	4	
RÈGL. 06-485 voirie 1ere avenue Évain	7,3731	3	
RÈGL. 07-531 Chemin de la Baie	618,8800	4	
RÈGL. 09-594 Granada prolong. égout	322,2100	4	
RÈGL. 102-97 McWatters chJoannès-Vaudr	38,1100	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Description	Taux	Code ¹	Préciser
RÈGL. 107 Arntfield chemin des Collines	192,8500	4	
RÈGL. 120-98 McWatters chemin Bousquet	303,7500	4	
RÈGL. 128-99 McWatters chemin Bouleaux	90,7300	4	
RÈGL. 131-00 McWatters Michel/Jolin	1,0588	3	
RÈGL. 132-00 McWatters Gr. Esp/St-Laur.	70,6300	4	
RÈGL. 133-00 McWatters rues Bernier/Côté	158,2600	4	
RÈGL. 1195 Rouyn Boulevard Témiscaming		7	Variable
RÈGL. 280 Noranda rue des Voilliers		7	Variable
RÈGL. 73-83 McWatters Village/Bernier	168,9100	4	
RÈGL. 98-116 Rouyn Avenue Larivière	11,8723	3	
RÈGL. 99-01 ph. 1 Beaudry asphaltage	2,0657	3	
RÈGL. 99-01 ph. 2 Beaudry asphaltage	,7937	3	
RÈGL. 99-170 Rouyn - rue Mantha	10,1284	3	
SDC REZ-DE-CHAUSSEE	,2000	7	Au pied carré
SDC AUTRES ÉTAGES	,0900	7	Au pied carré

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	40 048 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100, rue Taschereau Est, C.P. 220
 (no) (rue)
Rouyn-Noranda (Qc) J9X 5C3
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 797-7110
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Hélène Piuze

Téléphone (819) 797-7110
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 797-7120
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel helene.piuze@rouyn-noranda.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Samson Bélair / Deloitte & Touche sencrl

Titre Comptables agréés

Adresse 155, avenue Dallaire
 (no) (rue)
Rouyn-Noranda (Qc) J9X 4T3
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 762-5764
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 762-1471
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel lfiliatrault@deloitte.ca

Responsable du dossier Luc Filiatrault, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-26 11:35:22

Dernière modification : 2011-08-16 10:58:33

Réservé au ministère

154 464 485	3 182 402	34 581 916	1,434
-------------	-----------	------------	-------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Rouyn-Noranda _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 3 182 402 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 34 581 916 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-26 11:35:22

Dernière modification : 2011-08-16 10:58:33

Réservé au ministère

154 464 485	3 182 402	34 581 916	1,434
-------------	-----------	------------	-------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)